



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 137 SEPTEMBRE - OCTOBRE 2000 - 20 F ISSN 0989-3237

ÊTRE GAULLISTE AUJOURD'HUI

par **Jacques Godfrain**

ancien ministre, député-maire RPR de Millau

Parler aujourd'hui de l'économie, c'est nécessairement parler de la mondialisation, de l'ouverture des frontières, du libre-échange international, de la concurrence et des sacrifices à faire en retour. De la France et des Français, il n'en est plus question. Pourtant, pour nous, les gaullistes, au début, il y a la France et les Français.

Dans ce contexte de mondialisation de soumission au culturalisme anglo-saxon, la voix du général de Gaulle résonne comme un appel à la résistance : il est temps, nous dit cette voix, de reconstruire ce lien social absolu qui unit la nation, le peuple et l'Etat, ce lien consubstantiel qui lie la République et la démocratie.

Or, quel est le paradoxe du gaullisme aujourd'hui ? Plus de Gaulle

est loué, encensé, unanimement reconnu, même par ses adversaires d'hier - qui n'est pas gaulliste aujourd'hui ? - plus de Gaulle s'éloigne. Plus de Gaulle est mis en scène, plus il est oublié : devenu une icône vide, transformé en mythe, récupéré par une intelligentsia autrefois gauchiste, de Gaulle est dépossédé de l'essentiel de sa pensée politique. Car le gaullisme ne se réduit pas à du pragmatisme.

Si le gaullisme n'a jamais été un dogmatisme doctrinaire, il se caractérise en réalité par une pensée politique forte, dont le point d'ancrage est ce double lien, d'abord entre la pensée et l'action, ensuite entre l'action et les circonstances : agir, en fonction des circonstances, dans le seul intérêt de

la France et des Français, tel est le gaullisme.

Aujourd'hui encore, de Gaulle est mal lu, ou il n'est pas lu, car il en est de de Gaulle comme de Napoléon : la gloire du militaire fait oublier la fécondité du penseur, son extraordinaire lucidité et sa dimension visionnaire. Le rêve de puissance militaire flatte en effet plus aisément l'esprit des peuples. On se souvient des guerres, on oublie, après la signature de la paix, le temps de la reconstruction. Or, de Gaulle est tout aussi important, pour la France, au moment de la reconstruction, qu'au moment de « l'appel du 18 Juin ». Dans les deux cas, ce qui prévaut, c'est une « certaine idée de la France ».

UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE

Cette phrase, qui ouvre les *Mémoires de guerre* (Général de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Plon) du Général de Gaulle, est d'une importance capitale pour comprendre le rapport qui existe entre la France et le gaullisme : « Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l'inspire autant que la raison. » Ignorer cette

phrase, c'est méconnaître, à la fois, la force et la logique de la pensée gaullienne, sa cohérence absolue.

De Gaulle n'a-t-il pas écrit : « Au fond des victoires d'Alexandre, on trouve toujours Aristote » ? La référence à Aristote n'est pas un hasard, le gaullisme se veut héritier d'une pensée fondée sur la raison qui naît avec Aristote. Il n'est pas

question de réduire le gaullisme au principe maurrassien* de l'empirisme organisateur, encore moins d'accepter de l'inscrire dans ce que Bernard Henri-Lévy nomme « l'idéologie française » et qui ferait du gaullisme une sorte de régression nationale et conservatrice d'une essence douteuse, que seule

l'entrée en résistance aurait permis de maquiller.

Il n'est pas de France sans ouverture sur le monde, comme le symbolise son extraordinaire façade maritime ; il n'est pas de France sans la prise en compte de ce monde global qui est le nôtre aujourd'hui. Il n'est pas de France sans l'Europe. D'ailleurs, de Gaulle était-il contre l'Europe ? Sûrement pas, même s'il se faisait une certaine idée de l'Europe, par sentiment et par raison, idée qui est celle des Etats-nations. Ce que de Gaulle voulait, c'était l'indépendance de la France et non son isolement.

Il existe donc, pour nous, les gaullistes, d'abord la France et les Français, sans crispation ni nostalgie d'un monde passé, sans démagogie électoraliste. Il existe la France et les Français, l'une n'allant pas sans les autres, idée simple qu'il

faut pourtant sans cesse rappeler et qui contredit les experts de la mondialisation heureuse, qui affirment que la France va bien mais que les Français ne le savent pas. Car les Français, nous disent ces mêmes experts, sont ignorants de la chose économique. Finalement, le libéralisme libertaire n'est rien d'autre qu'un stalinisme à l'envers, puisqu'il prône le sacrifice des générations actuelles pour assurer le bonheur des générations futures. Encore ce mythe destructeur de l'homme nouveau que tous les totalitarismes ont voulu faire naître : l'homme nouveau communiste, l'homme nouveau des nazis, l'homme nouveau de l'intégriste musulman. . .

Plus sournois, car paré des habits d'une modernité qui entretient la confusion entre liberté et libéralisme, voici que surgit, à l'aube du XXI^e siècle, *l'Homo economicus*

nouveau, libéré des contraintes géographiques, débarrassé de tout repère éthique, l'oeil fixé sur les cours de la Bourse, gérant sa fortune en direct sur Internet, trouvant son accomplissement dans la dissolution du lien social. Car il n'est plus question de cet effort national incarné pendant trente ans par le général de Gaulle, cet effort accompli par tous, chacun étant en droit d'attendre, en juste retour, le partage des fruits de la croissance, la République assurant, dans le même temps, le bon fonctionnement de l'ascenseur social. Or, avec cette dissolution du lien social, il est à craindre que l'idéologie du libéralisme libertaire ne soit la justification des totalitarismes de demain. Car ce qui reste, au-delà des idéologies du passé, c'est la question sociale.

LA QUESTION SOCIALE

Toujours la question sociale, diront certains. Mais pourquoi ne pas relire de Gaulle ?

Les textes clefs, les voici :

« La question sociale, toujours posée, jamais résolue, (...) est l'origine des grandes secousses que l'univers a subies (...). C'est la même question toujours posée, jamais résolue, qui, aujourd'hui, pousse le monde vers un drame nouveau. (...) Elle domine tout et (...) l'épée de Damoclès restera suspendue tant que, dans la société, chaque homme ne trouvera pas sa place, sa part et sa dignité. »

Ce premier texte, d'une actualité brûlante aujourd'hui encore, date pourtant du 1^{er} mai 1950. Mais il est vrai que les gaullistes avaient, à l'époque, un véritable programme social et une volonté d'agir sur le réel. Pour de Gaulle, la question sociale, « toujours posée, jamais résolue », entraîne l'affaiblissement des nations, il fallait donc agir.

On constate alors, dans ces textes, que de Gaulle associe toujours in-

dépendance nationale, développement économique et transformation sociale. Cette idée apparaît dès 1940-1943, lors du séjour à Londres. Les discours et les messages de l'époque, construits sur le thème de la participation, en témoignent.

On relira avec profit la conclusion du fameux discours d'Oxford, qui date du 15 novembre 1941. De Gaulle, en pleine guerre, se projette déjà dans l'avenir : « Si complète que puisse être, un jour, la victoire (...) des nations démocratiques, (...) rien n'empêchera la menace de renaître plus redoutable que jamais, rien ne sauvera l'ordre du monde, si le parti de la libération, au milieu de l'évolution imposée aux sociétés par le progrès mécanique moderne, ne parvient à construire un ordre tel que la liberté, la sécurité, la dignité de chacun y soient exaltées et garanties... On ne voit pas d'autre moyen d'assurer en définitive le triomphe de l'esprit sur la matière. »

Assurer le triomphe de l'esprit sur la matière, tel est l'enjeu que de Gaulle

assigne à la politique. Ce message est celui d'Aristote, il est celui du Siècle des Lumières, il est celui de Tocqueville, il est aussi celui du gaullisme. Rien ne change : le combat pour les idées de progrès, de justice sociale et de démocratie se poursuit éternellement : l'histoire n'a pas de fin, seules les circonstances changent. Avec de Gaulle, nous avons appris que l'action politique n'est pas vaine. Elle est même devenue encore plus essentielle, car, avec l'effondrement des grandes idéologies et la disparition de l'ancienne vision manichéenne du monde, le réel apparaît dans toute sa complexité. En même temps, les logiques de développement de l'après-guerre, à l'abri des frontières protectrices et de l'étendue des grands empires, ont atteint, depuis longtemps, leurs limites. De Gaulle le savait, lui qui voyait la France et le monde avec trente ans d'avance. Car le gaullisme est le contraire du pilotage à vue ou du pragmatisme lié à une forme de renoncement devant la complexité du réel. La volonté doit-elle disparaître ? Bien-sûr

que non. Pour comprendre cela, il nous faut revisiter les idées fondamentales du gaullisme.

LES IDÉES FONDAMENTALES DU GAULLISME

Première idée : l'action politique n'est pas vaine.

Deuxième idée : la politique doit conduire l'économie et non pas l'inverse.

Troisième idée : l'action politique ne doit poursuivre qu'un but, consolider la communauté nationale.

Quatrième idée : consolider la communauté nationale, c'est développer la société participative dans tous les domaines.

Cinquième idée : l'indépendance ne signifie pas l'isolement.

Soyons clairs là encore : la pensée du gaullisme ne commence ni ne s'arrête à « l'appel du 18 Juin », même si cet appel, contre l'infâme renoncement pétainiste, symbolise l'essence même de cette pensée. Si l'histoire a fait de l'appel du 18 Juin le point d'ancrage du gaullisme, de Gaulle a constamment dépassé la problématique militaire. La guerre est certes ce qui permet de faire naître, immédiatement, le sentiment national et l'idée de défense de la

patrie. En temps de paix, sentiment national et patrie s'estompent au point de devenir désuets pour certains. Aujourd'hui, la polémique sur les coûts de l'Etat-nation, la décentralisation, l'ouverture physique et virtuelle des frontières, l'internationalisation du capital conduisent certains à nier l'idée même de nation. Le monde est notre village, nous sommes devenus citoyens du monde. La vente sur Internet tient lieu de projet social planétaire. Belle utopie qui masque la réalité.

L'IDÉE DE NATION

L'idée de nation reste d'une éminente actualité pour les républicains ; elle n'est pas le refuge des nostalgiques de la militarisation ou des va-t-en guerre. En y regardant de près, on s'aperçoit que les convictions nationales recouvrent l'idée même de la devise républicaine : Liberté, Egalité, Fraternité.

Jean-Louis Debré écrit, fort justement (Jean-Louis Debré, *Le Gaullisme n'est pas une nostalgie*, Robert Laffont, 1999.) : « La nation seule permet à la devise républicaine Liberté, Egalité, Fraternité, d'être cohérente. La Liberté seule détruirait l'Egalité et ferait des maîtres et des esclaves de ceux qui ont de la chance et de ceux qui n'en ont pas. Mais s'il n'y avait que l'Egalité, elle dégénérerait en égalitarisme, étoufferait la Liberté, la créativité, et appauvrirait chacun. Seule la Fraternité impose la réunion de ces deux valeurs qui, livrées à elles-

mêmes, entreraient spontanément en conflit l'une avec l'autre. »

Et c'est tout aussi justement qu'il fait, à la suite de Péguy, de la Fraternité « le terme central de la devise de la République », car la République ne confond pas liberté et libéralisme, elle ne confond pas égalité et égalitarisme. L'excessive liberté du libéralisme libertaire conduit à nier l'idée même de nation, car le capitalisme financier n'a pas de patrie.

Etre gaulliste aujourd'hui a donc un sens. Ce n'est ni une attitude passéiste, ni la nostalgie d'un monde révolu, ni un comportement désuet qui ferait sourire : c'est au contraire le signe d'un engagement d'une extrême modernité, dès l'instant que ce qui est en jeu, c'est l'avenir de la nation dans le contexte d'une coopération européenne, mondiale, car, désormais, la réflexion ne s'arrête pas à l'Europe. La concurrence est mondiale, la guerre économique est une réalité. Mais cette guerre ne

peut pas se dérouler sans règles, car, depuis la chute de Berlin, c'est la planète entière qui vit selon les règles de l'économie de marché, les derniers pays communistes et les pays pauvres constituant un formidable réservoir de mains-d'œuvre à très bas prix, facilement exploitables hors de tout repère éthique.

**(Maurice Barrès a certes influencé la pensée du général de Gaulle. Lorsqu'il se définit, Barrès parle de « l'alliance de l'intelligence la plus haute à l'émotivité la plus intense ». Les deux premières phrases des Mémoires de guerre reprennent cette idée. En même temps, sentiment national, esprit patriotique, enracinement et syncrétisme religieux, fortement liés chez Barrès, se retrouvent chez de Gaulle. Mais l'engagement de Barrès auprès de la droite nationaliste au moment de l'affaire Dreyfus, ses prises de position ultranationalistes, une action politique qui se réduit au principe du « pragmatisme organisateur » suffisent pour montrer que de Gaulle n'est pas un penseur barrésien.)*

INVITATION

I^{ère} CONVENTION NATIONALE SUR LA PARTICIPATION

Le Mouvement Initiative et Liberté vous invite à sa première convention nationale sur la participation.

Le thème est :

« La société de participation : utopie ou réalisme »

Cette convention aura lieu :

le samedi 18 novembre 2000 de 14 heures à 19 heures
à l'hôtel de CASTIGLIONE
38/40 rue du Faubourg St Honoré, 75008 paris.
(métro Madeleine ou Concorde)

Le nombre de places est limité du fait de la taille de la salle : si vous désirez assister à cette réunion, nous vous demandons de nous en informer par téléphone (01 47 57 34 44) ou par télécopie (01 47 57 34 24) en indiquant votre nom et votre prénom. Vos amis intéressés par le thème de cette convention seront les bienvenus. Merci de nous en informer au préalable. Nous enregistrons les inscriptions par ordre d'arrivée.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181
Directeur de la publication : R. BÉTEILLE - Co-directeur de la publication : G. FLICOURT

Nom Prénom.....

Prénom (épouse)

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Portable Fax Email

Date et lieu de naissance Date et lieu de naissance (épouse)

Voulez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?

Profession

désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

désire soutenir financièrement l'action du MIL et verse :

100 F 200 F 300 F 500 F ou plus

déclare adhérer ou renouveler mon adhésion au M.I.L. (rayer la mention inutile) :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 250 F Cotisation couple : 250 F

Cotisation pour la carte de membre donateur : 500 F Cotisation simple : 150 F

Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 1000 F Cotisation chômeur : 50 F

désire s'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : 200 F

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois Perret tél. 01 47 57 34 44

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.